

Manifestation nationale le 15 juin 2013 à Paris

Il y a le feu dans la santé et l'action sociale !

Aucun secteur du public et du privé non lucratif n'échappe aux plans d'économies préjudiciables aux usagers/ères et aux professionnel-les de la santé et de l'action sociale.

Le collectif Notre santé en danger, auquel participe Sud santé sociaux, mène une campagne depuis 2011 contre les conséquences néfastes des politiques en matière de santé et d'action sociale. Car un tiers de la population vivant en France renonce aux soins, pour des raisons de coût (dépassements d'honoraires, franchises, forfaits, augmentation des complémentaires-santé...), de difficultés d'accès aux structures de soins publiques (désertification, fermetures de structures de proximité, délais d'attente...). Un nombre impressionnant de luttes locales concerne ces secteurs particulièrement féminisés d'une part, mais également concerne l'accès des femmes aux soins (maternités, IVG...) : c'est pourquoi les associations féministes participent et relayent depuis le début les actions du collectif Notre santé en danger.

Ce constat accablant d'un système de Santé soumis aux seuls critères de rentabilité, piloté par les ARS (Agence Régionale de Santé), qui ne répond plus aux besoins de la population et constitue un vrai danger, doit cesser.

L'avenir de l'action sociale, de la santé publique et de la protection sociale appartient à tous/tes les assuré-es sociaux, il y a donc nécessité de construire une mobilisation citoyenne, en y associant les professionnel-les, les usagers/ères, les citoyen-nes, les associations populaires, le syndicalisme interprofessionnel.

Cela passe par une campagne de mobilisation à partir



des revendications spécifiques existantes dans les établissements, celles portées par notre syndicalisme, celles communes à la plate forme de Notre Santé en danger.

Parce qu'il n'y aura pas de changement sans luttes, luttons jusqu'au changement !

L'Union syndicale Solidaires s'associe à cette campagne en lien avec la fédération Sud santé sociaux.

Pour participer à la manifestation nationale, des montées collectives s'organisent : se renseigner auprès des solidaires locaux ou des syndicats santé sociaux locaux.

Pour plus de renseignement :
<http://sud-sante.org/>

L'internationale

Forum Social Mondial à Tunis :

Les femmes en première ligne dans les luttes

Un nombre important d'ateliers portait sur la question des droits des femmes dans le monde, leur place dans les luttes, le travail, le syndicalisme ou les révolutions.

Les femmes étaient présentes dans les manifestations et dans les rassemblements de salarié-es des entreprises tunisiennes en lutte (Latelec, centre d'appel téléperformance). Car la crise les frappe en premier lieu et durement. En Grèce, elles doivent payer 600 euros pour pouvoir accoucher normalement à l'hôpital, alors que le chômage les précarise. Elles sont au chômage ou dans les emplois les plus précarisés, elles que l'on renvoie au foyer dans les pays en crise ou en révolution, elles qui sont en première ligne pour assumer les besoins de la famille... et elles qui subissent les violences (viols, mariages forcés, traite..) dans les pays en conflits, ou ceux dans lesquels elles sont encore considérées comme inférieures à l'homme.

Dans les pays du sud, elles sont aussi les premières confrontées aux conséquences des catastrophes climatiques (elles cherchent l'eau, elles nourrissent la famille..). La lutte des femmes sahraouis, des femmes palestiniennes trouve un écho frappant dans la lutte pour la reconnaissance du territoire de leur peuple : exister être reconnues et respectées dans leurs droits et trouver de la solidarité internationale c'est ce qu'elles demandent ! La lutte des femmes africaines de l'ouest rejoint le combat contre les diktats des or-

ganismes internationaux et leurs conséquences, et pour elles les femmes doivent prendre leur place en politique au-delà du rôle économique qu'elles jouent dans le développement.

Les révolutions arabes ont amené l'espoir de droits nouveaux et d'une intégration des femmes dans la sphère politique et publique. Mais les tunisiennes doivent se battre pour ne pas être écartées de ces droits par les extrémistes religieux, mais aussi par des années de patriarcat (dans la sphère publique et familiale).

Aujourd'hui les femmes prennent de plus en plus part aux combats en cours, malgré les freins habituels à leur accès aux responsabilités dans les sphères politique et syndicale. Sur ce sujet, l'universalité des constats est frappante : la lutte pour les droits des femmes suppose leur présence dans les appareils syndicaux à égalité avec les hommes. Or qu'on soit en Tunisie, en Espagne, au Canada ou en France, elles n'ont encore que des rôles intermédiaires à de très rares exceptions près, et n'y sont pas représentées à égalité (alors qu'elles sont largement syndiquées). Ce qui doit toutes et tous nous interpeller et nous poser les questions des moyens de militer, des questions de genre dans la représentation, de la transmission de ces sujets des « anciennes » militantes vers les plus jeunes.

Au-delà, le FSM aura contribué à la construction de stratégies internationales et ce moment de partage des luttes pour les droits des femmes a redonné force et conviction à toutes les femmes (et aux hommes) de continuer ce combat !

Avortement / contraception

La SNCF défend la « clause de conscience » !

Historiquement, la SNCF proposait aux salarié-es un service de santé via des cabinets médicaux situés essentiellement dans les grandes gares. Bien que sa politique soit de les fermer un par un, il en reste quelques-uns. Outre des consultations de médecins généralistes, il y a aussi quelques médecins spécialistes. Dans l'un d'entre eux, est proposée une consultation de gynécologie.

Mais la médecin qui exerce cette spécialité a des pratiques qui portent atteinte aux droits des femmes. En effet, cette médecin refuse la pose des stérilets et incite fortement les femmes à poursuivre leur grossesse malgré leur décision de l'interrompre, tout cela au nom de ses convictions religieuses. Nous considérons

qu'au-delà de ses propres convictions, tout médecin a le devoir de respecter le choix de ses patientes et de leur fournir les renseignements nécessaires en lien avec leur situation. Les femmes doivent avoir le droit d'accéder librement à la contraception et à l'avortement. Si cette docteure souhaite pratiquer selon ses convictions religieuses, elle devrait exercer dans un cabinet privé et non dans un centre médical d'une entreprise publique.

La direction de l'entreprise interpellée par SUD-Rail sur le sujet se réfugie derrière ce qu'elle appelle la « clause de conscience » permettant à tout-e praticien-ne de refuser un acte médical qu'il/elle estimerait contraire à ses convictions personnelles, éthiques ou professionnelle. Ce n'est pas acceptable !

Elles ont toujours lutté

Grèves de femmes : les ovalistes à Lyon

Le fil de soie grège tel qu'il sort de la filature ne peut pas être utilisé directement. Pour être plus résistant, il doit subir une torsion : on dit qu'il doit être mouliné. L'ovaliste, appelée avant le milieu du 18^e siècle moulinière, manipulait le moulin à fil de soie, étape préalable au tissage proprement dit. Le travail consiste à rattacher les bouts cassés, à remplacer les roquets vides par des roquets pleins. Quand un bout se casse, l'ovaliste doit d'abord le rechercher sur le roquet qu'elle tient arrêté d'une main ; une fois trouvé, elle le met dans la bouche, tandis qu'elle emploie ses deux mains à dérouler sur la roquelle une longueur de fil assez grande pour avoir le temps de préparer un nœud. Vivement, avec beaucoup d'adresse, entre le pouce et l'index, elle rattache les fils et continue le long de la machine son va-et-vient qui peut l'amener à surveiller plusieurs centaines de bobines.

Les ovalistes sont le plus souvent des femmes ou des jeunes filles âgées de 13 à 25 ans qui viennent de hameaux ou de fermes situées à plusieurs kilomètres, voire jusqu'à 30 km, pour travailler au moulinage. Le temps de leur trajet est pris sur le temps de sommeil, ce qui leur cause une grande fatigue. Rapidement la "fabrique-dortoir" va se généraliser. Les ouvrières partent alors le lundi matin de chez elle, pour ne rentrer que le samedi. La croissance des fabriques a fait en sorte qu'elles sont devenues de véritables « usines-pensionnat » où les règles de la vie courante étaient très strictes, voire drastiques. Au milieu du XIX^{ème} siècle, le salaire d'une moulinière est compris entre 9 et 13 francs par semaine alors que, pour le même travail, un homme est payé entre 15 et 20 francs. Elles sont environ 8000 à Lyon, réparties dans environ 150 ateliers sur la Croix Rousse contre 300 mouliniers qui gagnent le double !

A Lyon, le 17 juin 1869, des femmes des ateliers des Brotteaux rencontrent leur employeur pour réclamer augmentation de salaire et amélioration des conditions de travail. Sans réponse, le 21 juin 1869, 250 d'entre elles signent une pétition adressée au préfet du Rhône, mais ce dernier refuse de se mêler du conflit. Le 25 juin, 2000 ovalistes se mettent en grève pour réclamer un salaire de 2 francs par jour au lieu de 1F40, et la journée de 11 heures au lieu de 13. Elles visitent les autres ateliers pour y répandre la grève. Elles organisent un bureau de secours, vont dans les rues et les cafés pour créer un mouvement de solidarité. Le 28

juin, des hommes rejoignent le mouvement. Une nouvelle pétition revendique : la journée de 10h, le salaire de 2 à 3F pour les hommes et de 1,40 à 2F pour les femmes, la suppression de l'heure de travail supplémentaire en échange du logement.

Une réunion d'adhésion à l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) réunit environ 900 personnes. Elles reçoivent le soutien de la section lyonnaise de l'Internationale qui les aide à constituer un comité de grève. Une collecte de soutien est organisée, des fonds sont récoltés en France, en Belgique, en Angleterre, en Suisse. Jusqu'au 29 juillet se succèdent réunions, rassemblements et manifestations. Les patrons jettent les ovalistes à la rue et celles-ci campent dehors ou sont hébergées par la solidarité des voisins. Ils cherchent à briser la grève en faisant venir des ouvrières italiennes mais certaines rejoindront le mouvement. La répression s'abat sur elles : certaines seront condamnées à 3 semaines de prison pour « atteinte à la liberté du travail » ; les arrestations seront nombreuses, sous les prétextes les plus farfelus comme celui de débauche !

Animé par des femmes, faisant preuve de solidarité et d'efficacité dans les actions, ce long mois de grève marque l'éveil du monde féminin à la politique et au mouvement ouvrier et constitue un moment important dans l'histoire du syndicalisme et des luttes ouvrières, étant une des toutes premières à conjuguer les revendications ouvrières aux revendications des femmes-travailleuses. Hélas, cette lutte ne sera que partiellement victorieuse : rien sur les salaires, seulement une diminution de la durée de la journée de travail de 13 à 11 heures, et encore pas dans tous les ateliers !

Pour en savoir plus :

- **La grève des ovalistes. Claire Auzias et Annik Houel. Éditions Payot**
 - **La vie quotidienne des canuts au XIX^{ème} siècle. B. Plessy, L. Challet. Hachette**
 - **Le travail des femmes autrefois. Roger Colombier. Éditions L'harmattan**
- Ou encore, sur le site :**
<http://metiers.free.fr/dcanuts/canutsj.html>

Brèves

Contraception

Dans un rapport d'évaluation de santé publique du 2 mai, la Haute autorité de santé (HAS) insiste sur la nécessité d'une meilleure information en matière de contraception d'urgence. Même si 3 femmes sur 4 disposent d'une contraception, les échecs contraceptifs restent fréquents: une grossesse sur 3 est non prévue et la moitié conduit à une interruption volontaire de grossesse.

Migrations

Dans Alternatives économiques de mai, on lit que les migrations se féminisent : « Les femmes représentent aujourd'hui la moitié des quelque 214 millions de personnes qui vivent hors de leur pays d'origine ». Aux motivations économiques s'ajoute la volonté de s'émanciper. Ainsi, si « l'émigration est un moyen d'échapper aux discriminations qui limitent leurs perspectives d'avenir, parce qu'elles sont femmes », la plupart de ces migrantes « sont victimes d'une double discrimination : en tant que femmes, elles sont plus fréquemment cantonnées, comme les Françaises peu qualifiées, aux emplois à bas salaire, à temps partiel, etc. ; en tant qu'étrangères, elle bénéficient souvent en plus d'un « traitement inférieur à leurs homologues autochtones », souligne la sociologue Laurence ROULLEAU-BERGER »

Livre

Refuser d'être un homme. Pour en finir avec la virilité

de John Stoltenberg (Syllepse, 268 p., 22 €).

Publié en 1989, « Refuser d'être un homme » est un classique dans les études de genre où John Stoltenberg déconstruit l'identité masculine comme un rapport social et trouve dans cette analyse les raisons de penser son changement. Y sont abordées les questions de l'identité sexuelle masculine, de la pornographie et de la suprématie masculine et enfin du militantisme féministe. Les hommes ont le choix, nous dit l'auteur, ils peuvent refuser l'identité masculine dominante.

Au moment où se multiplient des tentatives de restaurer la virilité et détourner l'ébranlement du virilisme par le mouvement des femmes, Stoltenberg déconstruit dans un langage accessible l'essentiel du patriarcat tel que le vivent les hommes.

Solidaires :

le 31 mai à 14h dans les locaux de Solidaires national

Fédération Sud PTT :

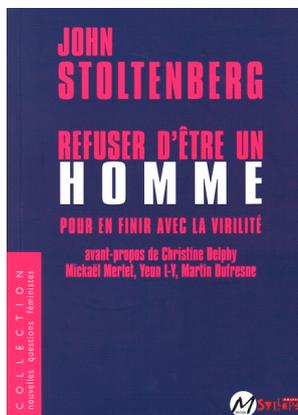
le 20 juin toute la journée dans les locaux de la fédération

Sud Santé Sociaux :

le 12 juin toute la journée dans les locaux de la fédération

Solidaires Loiret :

22 mai à 20h30 dans les locaux de Solidaires Loiret



Militant proféministe, Stoltenberg demeure un analyste attentif du machisme et du masculinisme contemporains. Il témoigne du construit de la virilité patriarcale dans ses diverses conséquences (viol, homophobie, objectification sexuelle, pornographie, violence conjugale, militarisme et contrôle masculin sur la procréation des femmes).

Ses coups de sonde trouvent dans la culture occidentale et dans le quotidien des hommes – gays comme hétérosexuels – des résistances et des accointances au projet radical d'une véritable égalité sexuelle, en validant une identité morale intime, qui place la justice au-dessus du plaisir encore éprouvé à « être un homme ».

Bulletin édité par la commission femmes de Solidaires à destination de toutes celles et tous ceux qui luttent pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Pour nous écrire et envoyer vos infos : bulletinfemmes@solidaires.org